

Octant Analyse

Bilan économique et social 2009

Numéro 3 - Avril 2010

Une dure année 2009

La Bretagne a perdu 18 000 emplois salariés privés en 2009, soit 2,4 % du total régional. Le secteur de la construction vacille, mais l'activité pourrait se stabiliser assez rapidement à un niveau bas. L'industrie continue à perdre des emplois, notamment dans les filières automobile et construction-navale. Seuls secteurs industriels préservés, la pharmacie, l'énergie-eau-gestion des déchets et l'agroalimentaire résistent dans ce contexte de crise. L'intérim recule fortement pour la deuxième année consécutive. Le commerce et les services hors intérim perdent des emplois pour la première fois depuis des décennies. Des secteurs restent cependant solides ; c'est le cas de l'hôtellerie-restauration et surtout des banques et des services orientés vers les personnes. La création d'entreprises atteint des records, en lien avec le succès du nouveau statut d'auto-entrepreneur. Les pertes d'emplois entraînent une augmentation de 19 % du nombre de demandeurs d'emploi entre 2008 et 2009, mais le taux de chômage reste parmi les plus faibles de France. Le revenu de solidarité active monte en puissance.



INSEE
BRETAGNE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

L'économie bretonne a été éprouvée par la crise. Près de 18 000 emplois salariés marchands ont été détruits en 2009, soit 2,4 % du total régional. Cette baisse est proche du niveau national. Depuis le début de la crise au printemps 2008, le marché du travail régional a perdu 26 500 emplois. L'emploi breton a

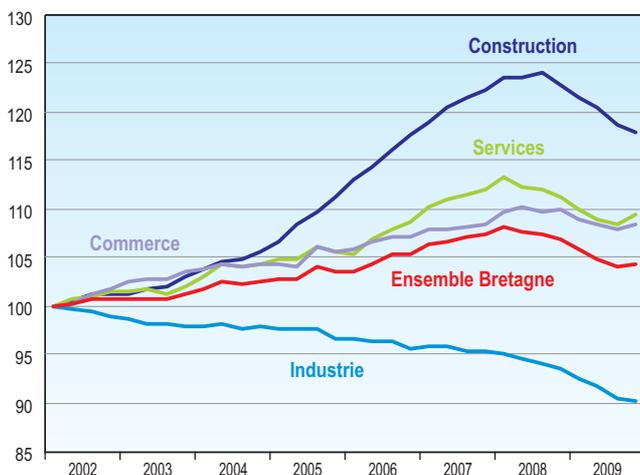
reculé pendant six trimestres consécutifs avant de se stabiliser au 4^e trimestre 2009 ; c'est la pire séquence depuis des décennies. Ce repli concerne tous les grands secteurs. La construction a proportionnellement plus souffert en 2009 que l'industrie, le commerce ou les services.

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Bretagne		France
	Effectif (en milliers)	Évolution (en %)	
	2009	2009	2008
Ensemble	727,1	- 2,4	- 0,4
Industrie	176,8	- 3,8	- 1,7
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	68,4	- 0,6	- 1,5
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution + cokéfaction et raffinage	13,5	- 0,6	1,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	18,7	- 6,6	- 1,5
Fabrication de matériels de transport	15,7	- 8,8	- 3,2
Fabrication d'autres produits industriels	60,5	- 5,6	- 2,1
Construction	76,5	- 4,1	0,5
Commerce	147,7	- 1,4	1,3
Services	326,1	- 1,7	- 0,6
Transports et entreposage	57,1	- 2,1	1,3
Hébergement et restauration	39,9	- 0,1	- 0,3
Information et communication	25,7	- 2,7	5,9
Activités financières et d'assurance	31,7	2,0	- 1,0
Activités immobilières	6,7	- 5,1	- 14,4
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien	102,9	- 4,5	- 3,7
<i>dont intérim</i>	25,2	- 13,9	- 14,3
Autres services aux personnes	62,1	1,7	2,8
Services hors intérim	300,9	- 0,5	1,0

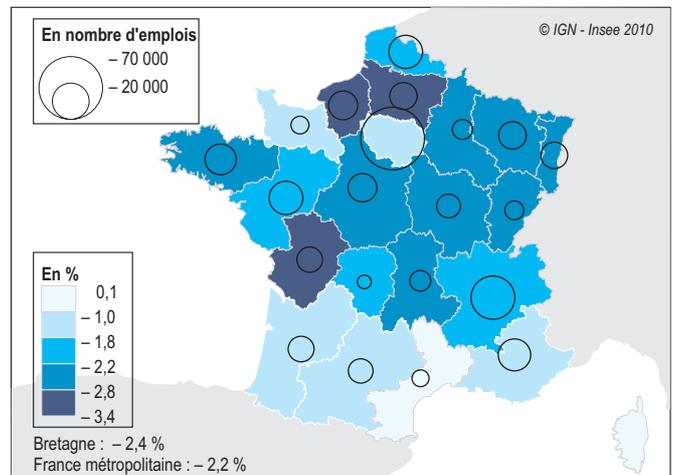
Source : Insee, estimations d'emploi ; données provisoires au 31/12/2009, CVS
* hors agriculture, administration, santé et action sociale

Sursaut de l'emploi en fin d'année dans les services et le commerce (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution annuelle de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands en 2009



Source : Insee, estimations d'emploi

La construction vacille...

La construction perd 3 200 emplois salariés sur l'année, soit 4,1 % de ses effectifs. Cette baisse est un peu plus forte que celle relevée au niveau national (-3,4 %). Initiée fin 2008, elle s'est poursuivie tout au long de l'année 2009. En parallèle, les entrepreneurs ont réduit leur recours à l'intérim pour la deuxième année consécutive. Cette compression des effectifs trouve son origine dans le ralentissement de l'activité.

Les mises en chantier de logements ont en effet reculé de 22 % sur l'année (-16 % en France). C'est la troisième année consécutive de baisse, après les reculs de 13 % en 2008 et 10 % en 2007. Dès 2007, en Bretagne, les ménages ont progressivement repoussé leurs projets immobiliers en raison d'un coût élevé du crédit et de fortes incertitudes sur le futur. D'autant plus qu'un décalage croissant existait depuis 1999 entre la forte hausse des prix de l'immobilier et celle, plus modérée, des revenus. Les chantiers lancés par les particuliers ont donc été moins nombreux jusqu'à la fin d'année 2009, tout comme ceux impulsés par les promoteurs immobiliers, confrontés à d'importantes difficultés de vente des logements issus de leurs programmes précédents.

Outre une chute de leur activité dans le résidentiel, les entrepreneurs ont été confrontés en 2009 à une baisse encore plus forte dans la construction de locaux professionnels. Les surfaces mises en chantier ont reculé pour la deuxième année consécutive en Bretagne : -24 % en 2009, après -18 % en 2008, baisses proches de celles relevées en France. La chute des mises en chantier a été particulièrement forte pour les locaux industriels et les bâtiments agricoles.

La baisse d'activité prolongée et la forte pression sur les prix ont plongé de nombreuses trésoreries dans le rouge. Près de 600 entreprises du secteur de la construction ont été déclarées en faillite au cours des neuf premiers mois de 2009, contre 400 sur la même période en 2008. Ce secteur économique représente le tiers des défaillances d'entreprises en Bretagne, comme en France.

...mais des signes de stabilisation sont perceptibles

Dans ce contexte difficile, des premiers signes laissent entrevoir une stabilisation de l'activité en 2010, mais à un niveau assez bas. D'ailleurs, en France, les entrepreneurs du bâtiment jugent que le climat des affaires

Logements neufs autorisés et commencés en Bretagne

		2009	2008	Évolution (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	14 383	18 789	-23,4
	Collectifs	7 894	9 688	-18,5
	Logements en résidence	961	1 141	-15,8
	Ensemble	23 238	29 618	-21,5
Logements neufs autorisés (en nombre)	Individuels	15 124	19 050	-20,6
	Collectifs	6 644	11 911	-44,2
	Logements en résidence	1 378	1 651	-16,5
	Ensemble	23 146	32 612	-29,0

Source : SOeS, Sitadel2

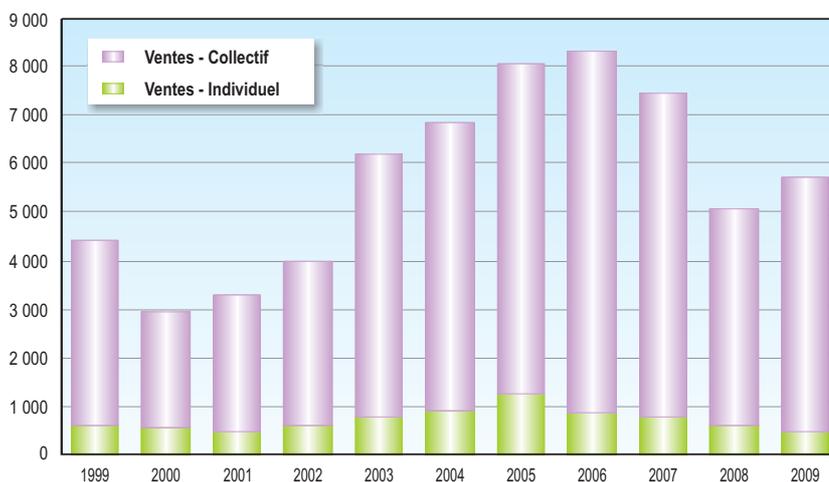
Surfaces des locaux professionnels commencés en Bretagne

		2009	2008	Évolution (en %)
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	472,8	768,5	-38,5
	Bâtiments industriels et artisanat	324,2	501,2	-35,3
	Entrepôts	228,9	244,5	-6,4
	Bâtiments commerciaux	277,1	356,3	-22,2
	Bureaux	236,6	282,7	-16,3
	Service public* et hébergement hôtelier	522,4	555,8	-6,0
	Ensemble	2 062,0	2 709,0	-23,9

Source : SOeS, Sitadel2

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Ventes de logements neufs par les promoteurs en Bretagne



Source : SOeS, Enquêtes sur la Commercialisation des Logements Neufs (ECLN)

s'est stabilisé au cours de l'année 2009, alors qu'il s'était dégradé tout au long de 2008. S'ils restent pessimistes, leur vision ne se détériore plus.

D'une part, les ventes de maisons et appartements neufs par les promoteurs immobiliers se sont légèrement redressées au cours de l'année 2009, après un plongeon en 2008. La

détente des taux d'intérêt et l'adoption de la loi Scellier ont notamment incité les ménages à investir. Les ventes de logements neufs par les promoteurs progressent ainsi de 13 % dans la région en 2009. Le point bas de 2008 s'éloigne, même si le niveau des ventes reste encore nettement inférieur à la moyenne des cinq dernières années. Comme dans le même temps, les promoteurs ont limité leurs

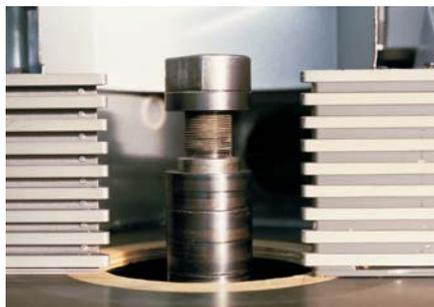
nouveaux projets, les stocks de biens disponibles à la vente diminuent, assainissant la situation sur l'aval de la filière.

D'autre part, les prix se raffermissent. Ils progressent dans le neuf en Bretagne, comme au niveau national, ce qui pourrait contribuer à encourager les promoteurs à développer de nouveaux projets ; d'autant plus que les ventes ont redémarré et que les stocks se sont réduits. Dans l'ancien, les prix des biens immobiliers en France ont interrompu leur baisse entamée depuis 2007. Ils progressent légèrement au second semestre 2009, même s'ils reculent sur l'année de 4,4 %.

Enfin, les perspectives de nouveaux chantiers semblent mieux orientées. Dans le cadre du plan de relance, la construction sociale devrait être stimulée par les pouvoirs publics en 2010. En février 2010, le gouvernement a notamment annoncé vouloir débloquer 4,7 milliards d'euros d'aides pour la construction d'environ 140 000 logements sociaux, afin de faire face à la crise du logement. Par ailleurs, les autorisations de permis de construire se sont très légèrement redressées (11 800 au second semestre en Bretagne en 2009, contre 11 400 au premier). Or, ces autorisations constituent potentiellement le réservoir de travail des entreprises du bâtiment dans les prochains mois. Leur timide reprise en fin d'année marque peut-être la fin de la chute d'activité dans la construction de logements et l'amorce d'un rebond des commandes aux entreprises du bâtiment, certes modeste, à partir de l'été 2010. Le niveau d'activité resterait cependant bas. La chute des autorisations de logements a en effet été très forte dans la région : 23 150 en 2009, contre 42 400 autorisations en 2007. En France, ce recul est plus mesuré.

Pas de répit pour l'industrie

L'industrie paie un lourd tribut à la crise. Elle perd 7 000 emplois salariés en 2009, soit un recul de 3,8 %. Cette baisse est moins forte que celle relevée au plan national (-4,9 %).



La crise prolonge et accentue nettement une tendance entamée en 2001 ; ce n'est donc pas la baisse elle-même qui est le fait nouveau, mais son ampleur. L'industrie bretonne termine l'année 2009 avec 177 000 emplois salariés privés, contre près de 200 000 fin 2001. Par ailleurs, depuis 2000, les intérimaires n'ont jamais été aussi peu nombreux dans les entreprises industrielles.

Le secteur automobile cale

La fabrication de matériels de transport perd 1 500 emplois, soit un recul de 9 % sur un an. L'industrie automobile est au cœur de la crise et représente l'essentiel de ces pertes. Suite au recul des ventes en 2008 en France et dans les principaux pays industrialisés, les constructeurs automobiles ont réduit leur production. Le principal donneur d'ordres de la région, l'usine PSA Peugeot Citroën de la Janais à Chartres-de-Bretagne a ainsi quasiment supprimé son recours à l'intérim en 2008 et annoncé des mesures de chômage partiel et des plans sociaux. Ces plans ont commencé à être mis en œuvre début 2009, ce qui a entraîné une baisse brutale des effectifs. L'usine de la Janais a ainsi perdu un millier de postes de salariés sur l'année, soit 15 % de ses emplois. Ses difficultés sont d'autant plus fortes que la production est centrée sur les modèles haut de gamme (C5, C6, 407 coupé, 607) de moins en moins prisés par les ménages. En effet, par souci d'économie, d'intérêt écologique ou pour bénéficier de la prime à la casse mise en place par les pouvoirs publics, les ménages choisissent plus souvent d'acheter des voitures économiques ou de gamme inférieure. En 2009, ces dernières représentent 57 % des ventes en France, contre 50 % en 2008 et 40 % en 2000. Ce faisant, même quand les ventes ont redémarré en 2009 (+11 % sur l'année), l'impact est forcément limité pour le principal donneur d'ordres de la région.

Cette baisse de l'emploi dans l'industrie automobile bretonne n'est pas une tendance nouvelle, mais la crise l'a amplifiée. Depuis 2005, l'emploi diminue, en lien avec la restructuration de l'outil de production et la décision des constructeurs de délocaliser une partie de la production afin de se rapprocher des marchés émergents et de bénéficier de coûts de production inférieurs. La crise a aussi accentué ce mouvement puisque la production a ralenti beaucoup plus vivement sur les chaînes nationales que dans les sites de production à l'étranger. Sur les dix premiers mois de 2009, PSA Peugeot Citroën a fabriqué 38 % de ses voitures particulières en France et Renault 28 % (hors Dacia et Renault Samsung



Motors), alors qu'en 2008, ces parts étaient plus élevées de 4 à 5 points.

Les sous-traitants de l'automobile touchés de plein fouet

Le fort ralentissement de la production du principal donneur d'ordre régional s'est répercuté sur toute la filière, estimée à environ 22 000 emplois dans la région. Dès fin 2008, les sous-traitants ont dû, à leur tour, réduire leur recours à l'intérim et leurs effectifs. Cet effet boule de neige s'est traduit en 2009 par des pertes d'effectifs dans de nombreux secteurs industriels, comme la fabrication d'équipements électriques et électroniques, la métallurgie, la fabrication de produits plastique et caoutchouc. Par exemple, la société des polymères Barre Thomas à Rennes, spécialisée dans la fabrication de pièces caoutchouc et thermoplastiques pour l'industrie automobile, a perdu 260 emplois en 2009, soit près de 20 % de ses effectifs. C'est une entreprise qui travaille essentiellement pour PSA Peugeot Citroën. De même, l'équipementier automobile Sanden, spécialisé dans la fabrication de compresseurs pour la climatisation, a supprimé tous ses postes d'intérimaires en 2008-2009 et 100 emplois au second semestre 2009 sur les 860 que comptait l'usine de Tinténiac (Ille-et-Vilaine). Autre illustration des difficultés de cette filière, LIVBAG, spécialisée dans les airbags pour l'automobile, perd 150 salariés sur les 950, sur son site de Pont-de-Buis-lès-Quimerch (Finistère).

Face à ces difficultés, les pouvoirs publics se sont mobilisés au niveau national, comme régional, pour soutenir la filière automobile. Des aides financières sont accordées aux entreprises pour moderniser les équipements, de même que des abondements des indemnités du chômage partiel sous certaines conditions. Enfin, pour la première fois, les principaux acteurs d'un secteur industriel et les partenaires sociaux, avec le soutien de l'État et de la Région, entreprennent une démarche concertée visant à anticiper et accompagner les mutations économiques qu'induisent les évolutions du marché

européen et mondial et les changements technologiques. Cette démarche s'est concrétisée par la signature de la Charte automobile en février 2009.

Baisse des commandes dans la construction navale

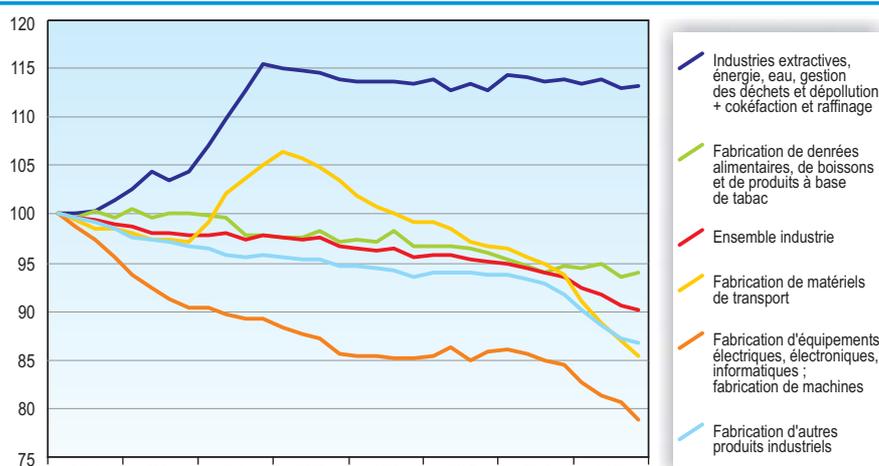
En parallèle, la construction navale souffre. En 2006, cette filière regroupait près de 14 000 emplois dans la région dont plus de 9 200 dans la construction-réparation de navires de guerre. Depuis cette date, les entreprises de sous-traitance navale sont confrontées à une baisse de leurs commandes qui se traduit par des pertes d'emplois. Les sites de DCNS à Lorient et Brest, principaux donneurs d'ordre de la région, sont confrontés à une sous-charge qui les amène à réduire fortement leurs besoins de sous-traitance. Une relance est cependant possible en 2010 suite à d'importants contrats d'entretien avec la Marine nationale signés fin 2009. Pour stimuler son activité, DCNS tente aussi de se diversifier vers l'entretien des bases militaires navales et des sites énergétiques et dans l'éolien terrestre et offshore. Ainsi, un incubateur regroupera à Brest toutes les activités de recherche et de développement de DCNS dans le domaine des énergies marines. DCNS va investir plusieurs millions d'euros et créer des emplois dans ce centre pilote basé à Brest.

La plaisance n'est pas épargnée avec, par exemple, la fermeture de l'usine Kelt basée à Vannes. Ce fabricant de coques rigides et de bateaux semi-rigides employait encore 70 salariés début 2009. La crise n'est pas le facteur majeur de cette fermeture, due essentiellement à un outil de production jugé vétuste et à des locaux peu adaptés à l'orientation vers le haut de gamme. Elle est par contre à l'origine de la forte réduction d'activité de l'entreprise d'accostillage Plastimo. Le plan social présenté en octobre 2009 prévoit le licenciement de 83 salariés sur les 190 que compte le site de Lorient.

De nombreux secteurs industriels dans le rouge

Outre l'impact des difficultés des entreprises fabriquant des matériels de transport, les autres secteurs industriels ont aussi été confrontés à des difficultés propres liées au ralentissement de l'activité et à la concurrence internationale. Ils cumulent ainsi des pertes importantes sur l'année. L'impact est parfois très lourd, avec une baisse de près de 10 % des effectifs salariés dans des secteurs comme l'habillement, l'électronique, la fabri-

Moindre chute pour l'agroalimentaire et les industries liées à l'énergie, l'eau, les déchets, la pollution (indice base 100 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

cation de machines. Des établissements emblématiques de la région ont fermé leurs portes ou fortement réduit leurs effectifs.

L'usine Chaffoteaux de Ploufragan, spécialisée dans la production de chaudières murales à gaz, a ainsi fermé en mars 2010, comme annoncé. Les difficultés liées à la crise, à ce marché spécifique et la stratégie de réorganisation de la production au niveau du groupe ont amené la direction à stopper les machines. Une centaine d'emplois ont été détruits en 2009 et 200 début 2010 sur les 360 que comptait le site. Seule une cinquantaine d'emplois sont maintenus dans une unité de recherche et développement sur la climatisation et le chauffage. Ce pilier historique de l'industrie costarmoricaïne avait employé jusqu'à 2 000 salariés dans les années 80, et encore 500 fin 2006.

Dans le domaine du cuir, après plusieurs années de fortes chutes des ventes liées à la concurrence des pays à bas coût, le fabricant de chaussures haut de gamme Hasley a fermé ses portes. À La-Selle-en-Luitré, près de Fougères (Ille-et-Vilaine), les 80 salariés de l'entreprise ont été licenciés début 2009, suite à la liquidation prononcée par le tribunal de commerce de Rennes. Le plan de sauvegarde développé en 2007 n'a donc pas suffi malgré une importante réorganisation (vente du site initial et transfert d'une partie des productions en Inde et en Tunisie). Toujours dans l'habillement, la société Lagrassière Confection basée à Hennebont (Morbihan) a aussi fermé ses portes, entraînant le licenciement de 65 salariés en mai 2009. Ce site a pâti de la forte baisse des commandes de son principal donneur d'ordre, la marque Agnès B.

À Pont-de-Buis-lès-Quimerch dans le Finistère, Novatech-Technologie spécialisée dans la fabrication de cartes électroniques pour la Défense (télécommunication) et l'électroménager, a détruit 70 emplois sur 300 en début d'année. Cette usine subit une dégradation brutale de son activité suite aux difficultés de plusieurs de ses principaux clients, eux-mêmes durement touchés par la crise.

Si la quasi-totalité des activités industrielles a souffert au cours de l'année 2009, la pharmacie a réussi à maintenir ses effectifs, tandis que le secteur de l'énergie-eau-gestion des déchets et l'agroalimentaire résistent malgré des pertes.

L'agroalimentaire résiste

Comme au niveau national, les effectifs salariés dans l'agroalimentaire baissent très légèrement en 2009, avec 400 emplois détruits sur 68 000. Par contre, le recours à l'intérim a été plus limité. Par sa résistance, ce secteur fait figure d'exception dans le paysage économique régional. Pour autant, ce pilier de l'industrie bretonne a perdu 5 000 emplois depuis 2001. Il est exposé à la concurrence internationale et à des difficultés récurrentes liées à l'insuffisance de la valeur ajoutée dégagée et à la nécessité de se diversifier et de se moderniser. Des entreprises se sont engagées dans d'ambitieux programmes de développement et parviennent à préserver l'emploi, voire à embaucher. Ainsi, Mix Buffet, spécialisée dans la fabrication de salades composées fraîches a voulu accroître ses capacités de production. Cette entreprise a investi 8 millions d'euros dans la construction d'une usine à Guer (Morbihan). Une centaine

d'emplois pourraient être créés en 2010 sur ce site. Par ailleurs, spécialisée dans les chips vendues notamment sous sa marque Bret's à Saint-Gérard (Morbihan), Altho investit plus de 8 millions d'euros pour créer une ligne de production, agrandir ses capacités de stockage et améliorer le confort de ses locaux sociaux. En parallèle, l'usine a embauché 30 collaborateurs en 2009, ce qui porte l'effectif à 220 salariés. D'autres recrutements sont prévus jusqu'en 2011. Les industriels cherchent donc à rester compétitifs en augmentant leur capacité de production et la valeur des produits. Dans ce contexte, le pôle de compétitivité national "Valorial - l'aliment de demain", basé à Rennes, travaille à l'élaboration de nouvelles technologies et de nouveaux produits autour de quatre grands thèmes : les technologies alimentaires innovantes, la nutrition, les ingrédients et la sécurité des aliments.

À côté de ces vastes programmes de développement, de nombreux établissements agroalimentaires ont perdu quelques emplois salariés sur l'année 2009. Ces pertes très disséminées expliquent le recul des effectifs sur le secteur. Elles ne se rapportent pas directement à la crise actuelle. Ce secteur en est préservé, comparé à l'industrie automobile ou à la construction, par exemple. Néanmoins, les entreprises de l'agroalimentaire peuvent souffrir indirectement des effets de la crise du fait, notamment :

- des difficultés de financement qui freinent leurs projets de développement ou de modernisation ;
- des difficultés de trésorerie de leurs clients lorsqu'ils sont plus exposés.

Baisse des prix agricoles

Si l'agroalimentaire résiste, l'agriculture souffre. Des productions régionales phares comme le lait ou le porc pâtissent d'une baisse des prix de vente qui pèse sur les trésoreries de nombreux producteurs. Le prix du lait payé aux producteurs bretons s'est ainsi établi à 279 € pour 1 000 litres en moyenne sur 2009 ; c'est 20 % de moins qu'en 2008, et 8 % de moins qu'en 2007. Cette baisse initiée au printemps 2009 tient à la dégradation des cours du beurre et de la poudre de lait sur le marché mondial. Elle est aussi la conséquence des difficultés des industriels laitiers sur le marché intérieur comme à l'exportation. La filière lait est en crise, tout comme la production porcine, autre pilier de l'agriculture régionale. Au marché au cadran de Plérin, le prix de base du porc charcutier s'établit à 1,15 €/kg en

moyenne, soit 9 % de moins qu'un an plus tôt. La baisse s'accroît à partir de septembre, avec des cours chutant à un niveau proche de l'euro (-16 % au dernier trimestre par rapport à 2008). En parallèle, le tonnage de porcs abattus baisse. La restriction de l'offre constatée aussi au niveau européen n'a donc pas permis de stabiliser le cours du porc. La concurrence internationale est de plus en plus dure sur les prix. Dans cet ensemble, la production de poulets fait figure d'exception. Dopés par une consommation qui progresse en France et des exportations stables, les abattages ont progressé en 2009 et les stocks des abattoirs ont diminué, signe d'une bonne fluidité du marché. Par contre, comme de nombreuses autres productions agricoles, le prix du poulet prêt à cuire à Rungis décroît de 5 % par rapport à celui de l'an passé, mais dépasse de 11 % le prix moyen des cinq dernières années.

Commerce : recul de l'emploi mais le chiffre d'affaires se reprend un peu

Le commerce est aussi touché par les effets de la crise. Pour la première fois depuis 2001, il perd des effectifs : 2 100 en un an, soit un recul de 1,4 %. Cette baisse est comparable à celle du niveau national et fait suite au très net ralentissement de la consommation des ménages, moteur de l'activité commerciale. En France, la consommation des ménages a seulement augmenté de 0,8 % sur l'année, croissance proche de celle de 2008, mais nettement inférieure aux hausses des années passées. Les ménages ont pourtant bénéficié en 2009 de gains de pouvoir d'achat nettement supérieurs à ceux de 2008 (+2,2 %, contre +0,7 %). Les prestations sociales ont progressé sous l'effet conjoint d'une prime de 150 € pour les bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire et du versement de la prime de solidarité active. Au niveau fiscal, les dernières mensualités et les deux derniers tiers ont été supprimés pour les ménages modestes. Mais l'incertitude et la crainte sur l'emploi ont poussé les ménages à privilégier l'épargne au détriment de la consommation, jusqu'à la fin de l'été. Le taux d'épargne en France a ainsi atteint un maximum au troisième trimestre 2009 à 17 % du revenu (contre 15 % un an auparavant). Seul le dernier trimestre a été marqué par une forte consommation avec notamment un rebond des ventes de voitures neuves. Le chiffre d'affaires dans le commerce automobile s'est ainsi redressé nettement en fin d'année, après avoir atteint un point bas en volume en avril 2009. Dans le commerce de détail, l'évolution est plus douce. Le chiffre

d'affaires a légèrement augmenté tout au long de l'année, après le point bas de février 2009 qui ponctuait le recul d'activité entamé début 2008. Après l'année 2008 très difficile, les commerçants sont sensibles à cette reprise des affaires même modeste, et considèrent que leur activité se renforce depuis le printemps 2009. C'est le secteur pour lequel le climat des affaires est le moins dégradé fin 2009.

L'intérim poursuit sa chute

Les services marchands ont perdu 5 500 emplois salariés au cours de l'année 2009, soit 1,7 % de leurs effectifs. Cette baisse est un peu plus forte que celle observée au plan national. Ce secteur a été le poumon économique du marché du travail breton en étant à l'origine des deux tiers des créations d'emplois depuis 1992. Il représente aujourd'hui 45 % des emplois salariés marchands de la région. Son dynamisme s'est brutalement interrompu au printemps 2008, avec un effondrement de l'intérim consécutif au ralentissement économique.

L'intérim a continué de souffrir en 2009, en perdant 4 100 emplois salariés, soit un recul de près de 14 %, nettement plus fort que celui observé en France. Le premier trimestre a été très difficile, prolongeant les fortes chutes enregistrées en 2008. Par contre, la suite de l'année a été moins déprimée, avec même une légère reprise du nombre d'intérimaires au dernier trimestre. Depuis le début de la crise au printemps 2008, plus de 11 000 emplois ont été perdus dans ce secteur. Dans ces périodes d'aléas conjoncturels, les chefs d'entreprises agissent dans un premier temps sur la main-d'œuvre temporaire (intérim, CDD...) avant de toucher à leurs effectifs en contrat à durée indéterminée.

Dans la région, des secteurs traditionnellement employeurs d'intérimaires ont réduit leur demande en 2009. Dans l'automobile, il n'y a quasiment plus d'intérimaires. De même, la baisse est forte pour la plupart des sous-traitants (fabrication d'équipements électriques, métallurgie...). Les missions sont aussi moins nombreuses dans l'agroalimentaire et la construction. Par contre, l'intérim se stabilise dans le commerce et les transports, après une année 2008 très difficile.



Premières pertes d'emploi pour les services hors intérim

Hors intérim, les services ont perdu 1 400 emplois salariés en 2009, soit un recul modeste de 0,5 %. Ils avaient résisté en 2008 en créant encore des emplois, mais la puissance et la durée de la crise ont fini par se répercuter sur leurs effectifs. En milieu d'année, la baisse a été sensible avec 3 000 emplois détruits au 2^e trimestre 2009, et 500 au 3^e. Par contre, comme pour les autres secteurs, la fin d'année a été plus favorable avec 2 000 emplois créés au 4^e trimestre.

Les agences immobilières ont perdu 400 emplois, soit 5 % de leurs effectifs salariés au cours de l'année 2009. Dans les services, c'est l'activité qui a proportionnellement le plus souffert en 2009. Les agences connaissent la tourmente, confrontées au tassement des transactions et à la baisse des prix. Depuis début 2008, 1 500 emplois salariés ont disparu dans ce secteur (soit 19 % des effectifs).

Les transports ont connu une année difficile et finissent l'année avec 1 200 emplois perdus sur les 58 000 du début d'année. Les transporteurs ont donc répercuté la baisse d'activité sur leurs effectifs salariés. En 2008, ils avaient immédiatement réagi à la crise en réduisant leur recours à l'intérim tout en préservant les emplois pérennes. L'activité des transports routiers de marchandises a en effet fortement chuté en France début 2009, prolongeant et accentuant le tassement initié au 2^e trimestre 2008. Depuis le printemps, l'activité s'est redressée, mais reste en fin d'année à un niveau nettement inférieur à celui de 2007. Cette activité réduite traduit notamment l'impact du ralentissement économique subi par les différents secteurs économiques en France et chez nos principaux partenaires. En parallèle, les transporteurs ont connu de fortes tensions sur les marges et une accentuation de la concurrence internationale, notamment des entreprises tchèques, slovaques ou polonaises. Depuis 2009, les entreprises des pays ayant intégré l'Union européenne en 2004 ont en effet le droit de faire du cabotage, donc de profiter de livraisons en Espagne pour desservir les villes françaises ou allemandes.

Emploi stabilisé dans l'hôtellerie-restauration

L'hôtellerie-restauration a stabilisé ses emplois avec 40 000 salariés en fin d'année. L'emploi résiste pour la deuxième année consécutive, alors qu'en France le chiffre

L'hôtellerie de tourisme en 2009

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	62,2	44,4	52,7
Évolution 2008-2009 (points)	- 1,0	- 1,3	- 1,1
Nuitées totales (milliers)	3 902	2 751	6 654
Évolution 2008-2009 (%)	- 0,9	- 1,2	- 1,0
Nuitées étrangères (milliers)	797	247	1 044
Évolution 2008-2009 (%)	- 8,4	- 17,9	- 10,9
Part de clientèle professionnelle (%)	30	52	39
Évolution 2008-2009 (points)	- 2	- 2	- 2

Source : Insee - DGCIS - Réseau Mergoat, module hôtellerie

d'affaires des hôteliers et celui des restaurateurs a continué de baisser en volume en 2009, après le fort recul initié en 2008. L'activité des hôtels bretons se replie d'ailleurs de 1 % en 2009, durant la saison touristique comme en dehors. Ce repli est moins prononcé qu'en 2008 (- 3 % de nuitées). Nettement majoritaires parmi les clients des hôtels, les Français sont pourtant restés fidèles ; leur fréquentation progresse légèrement (+ 1 %). En revanche, les clients venus de l'étranger ont été à nouveau nettement moins nombreux (- 11 % en 2009 et en 2008). La baisse est encore plus prononcée en dehors de la saison touristique (- 18 %). En 2009, la clientèle professionnelle représente environ 39 % de l'activité des hôtels. Pénalisée par une économie ralentie, cette part recule de 2 points en 2009, durant la saison touristique comme en dehors. Par ailleurs, les établissements du haut de gamme (3 et 4 étoiles) bénéficient d'une activité plus intense en 2009 (+ 3 % de nuitées), tandis que les gammes moyenne (2 étoiles) et économique (0 ou 1 étoile) se replient à nouveau (respectivement - 1 % et - 4 % de nuitées).

La baisse d'activité pèse sur les trésoreries et les défaillances d'hôtels-restaurants en Bretagne ont été plus nombreuses qu'en 2008 : 262 au cours des neuf premiers mois de l'année, contre 236 un an auparavant (+ 11 %).

Pour soutenir le secteur, les pouvoirs publics ont baissé la TVA dans la restauration à table de 19,6 % à 5,5 % au 1^{er} juillet 2009. Les restaurateurs ont répercuté environ 30 % de cette baisse sur leurs prix de vente, ce qui a pu être à l'origine d'un léger rebond temporaire d'activité au cœur de l'été. Le reste de l'impact de cette baisse de TVA a été utilisé, selon les cas, pour investir, améliorer la

qualité des produits, augmenter les salaires, maintenir ou créer des emplois, consolider leurs marges et faire face à la baisse de fréquentation.

Créations d'emplois dans les banques et les services aux personnes

Si la plupart des activités de services ont perdu des emplois salariés, les banques-assurances ont poursuivi leurs embauches. Hormis une légère baisse en 2008, la hausse est comparable à celle des années précédentes, à savoir environ 600 emplois salariés créés, soit une croissance de 2 %. Le domaine bancaire est à l'origine de cette croissance. La tourmente financière a frappé de plein fouet les activités d'investissement et de financement. Mais les banques de détail, qui travaillent pour les particuliers et les PME, ont embauché essentiellement pour étoffer leurs forces de vente. Une des explications pourrait tenir dans leur volonté de maintenir leur niveau d'affaires, alors que le marché du crédit est moins porteur et que l'activité économique peine. Pour y parvenir, elles tableraient donc sur l'embauche et l'intensification des démarches prospectives.

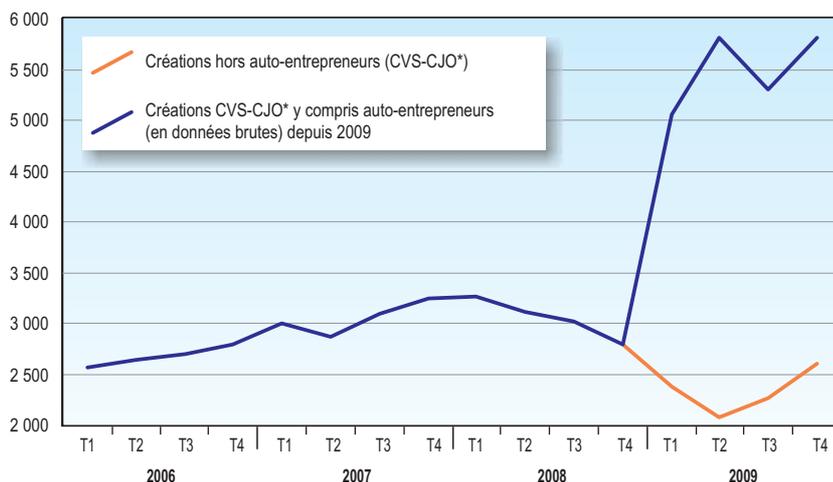
Par ailleurs, les services orientés vers les personnes ont aussi été dynamiques en créant plus de 1 000 nouveaux emplois salariés, soit une croissance de 1,7 %. Liée au développement de l'internet à domicile, la réparation d'ordinateurs a le vent en poupe. Par ailleurs, signe des temps et du souhait des personnes de prendre soin de leur corps et de leur apparence, des emplois salariés ont aussi été créés dans les salons de beauté ou d'entretien corporel. D'autres activités spécifiques de services à la personne au sens large se sont aussi développées,

Les activités financières et d'assurance et les services destinés principalement aux personnes créent des emplois en 2009 (indice base 100 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Le nouveau statut d'auto-entrepreneur explique le record des créations d'entreprises en 2009



Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirène)
* données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables

comme les psychologues-coachs, médiums, tatoueurs... Les entreprises privées d'aide à domicile (ménage, repassage, bricolage, portage de repas...) se multiplient également. Dans toutes ces activités, les entreprises déjà en place embauchent et d'autres se créent, ce qui accroît l'offre et la concurrence, avec notamment l'arrivée de nombreux auto-entrepreneurs. Ces créateurs d'entreprises proposent un service, tout en ayant parfois une autre activité principale. Sur les 230 nouvelles entreprises de soins à la personne, plus de 130 sont des auto-entrepreneurs. La proportion est même encore plus forte pour la réparation d'ordinateurs : 190 auto-entrepreneurs sur les 220 nouvelles entreprises.

Nouveau record de créations d'entreprises

Les créations d'entreprises ont quasiment doublé en Bretagne au cours de l'année 2009 pour frôler les 22 000, nouveau record régional. C'est le nouveau régime d'auto-entrepreneur qui explique cette augmentation sans précédent, observée dans pratiquement tous les secteurs d'activité et dans toutes les régions. Seuls, les créateurs dans le secteur des activités immobilières ont été moins nombreux en 2009 qu'en 2008. La crise immobilière explique évidemment ce constat. La forte réduction des transactions immobilières a freiné les candidats à la création.

Presque 60 % des créateurs d'entreprises de 2009 sont des auto-entrepreneurs. Cette proportion est un peu plus forte dans le secteur des services, à l'exception de la finance et de l'immobilier.

En dehors de ce nouveau régime, le nombre de créations diminue fortement dans tous les secteurs d'activité à l'exception de l'industrie, en Bretagne comme dans toutes les régions. Il n'est pas possible, dans cette baisse, de distinguer précisément ce qui est lié à la récession de 2009 et ce qui relève d'un effet de substitution : un certain nombre de créateurs ont opté pour le régime d'auto-entrepreneur qu'ils considéraient comme plus avantageux, mais leur entreprise aurait tout de même vu le jour en son absence, alors que pour d'autres, c'est l'existence même du nouveau régime qui explique la création.

Le lien entre crise économique, montée du chômage et création d'entreprises est d'ailleurs complexe. La création d'entreprises permet le plus souvent au créateur de simplement créer son propre emploi, les éventuelles embauches intervenant souvent plus tard, en fonction de l'essor de l'activité. En période de crise, donc de montée du chômage, le nombre de créateurs potentiels est mécaniquement plus important, ce qui pourrait stimuler la création d'entreprises. Mais comme justement, l'économie traverse une crise, l'activité est déprimée, donc les perspectives de succès aléatoires...ce qui peut freiner les initiatives du créateur potentiel.

Presque 20 % de chômeurs supplémentaires

Les pertes d'emploi ont directement contribué à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C qui atteint 176 100 personnes en décembre 2009, soit 28 400 de plus en un an. La Bretagne retrouve un niveau de demandeurs d'emploi de fin 2005. Cette hausse de plus de 19 % en un an est proche de celle observée en France métropolitaine (+ 18 %). Les hommes sont plus touchés que les femmes. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de plus de 26 % pour les hommes sur l'année, quel que soit l'âge, tandis que la hausse est de 13 % pour les femmes. La différence est atténuée pour les femmes de 50 ans et plus, dont le nombre de demandeurs d'emploi augmente de près de 20 % ; la crise les a aussi très affectées. Ces hausses font suite à une année 2008 déjà difficile au cours de laquelle les jeunes hommes avaient été les plus touchés, du fait du repli de l'intérim.

Dans cette période de crise, le nombre de demandeurs d'emploi longue durée inscrits depuis plus d'un an augmente de 13 400 personnes dans la région en 2009, traduction de la difficulté croissante de trouver un travail. Cette hausse est extrêmement forte (+ 31 % en un an) et plus prononcée qu'en France métropolitaine (+ 28 % en un an). Les chômeurs longue durée représentent désormais le tiers des demandeurs d'emploi.

Un des taux de chômage les plus faibles de France

La détérioration du marché du travail entraîne une aggravation du taux de chômage au cours de l'année. Au dernier trimestre 2009, il se situe à 8,2 % de la population active en Bretagne, soit 1,6 point de plus en un an. En France métropolitaine, il s'élève désormais à 9,6 % de la population active et a augmenté de 1,8 point sur l'année. En France comme en Bretagne, la montée du chômage le ramène au niveau de 1999. Le taux de chômage en Bretagne est le second plus bas de France, juste après le Limousin.

Le revenu de solidarité active monte en puissance

Pendant cette crise, le soutien des pouvoirs publics envers les populations les plus fragiles prend une dimension supplémentaire. Avec l'allongement de la durée du chômage, un nombre croissant de demandeurs d'emploi bascule du dispositif d'assurance chômage vers le dispositif de solidarité, ce qui peut aussi les amener à devenir plus souvent éligibles à un minima social en fonction du niveau de leurs ressources. L'éventail des

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C)

(Données CVS, unités : milliers et %)

	Bretagne		France	
	Décembre 2009	Évolution sur un an (en %)	Décembre 2009	Évolution sur un an (en %)
Hommes	85,1	26,3	1 925,7	23,2
Femmes	91,0	13,3	1 923,5	13,7
Moins de 25 ans	29,9	21,1	647,9	20,2
Entre 25 et 49 ans	116,5	17,8	2 550,6	16,8
50 ans et plus	29,7	23,4	650,7	22,1
Hommes de moins de 25 ans	15,0	28,9	336,5	24,8
Hommes de 25 à 49 ans	56,7	25,1	1 276,0	22,0
Hommes de 50 ans et plus	13,4	28,7	313,2	26,2
Femmes de moins de 25 ans	14,8	14,2	311,4	15,5
Femmes de 25 à 49 ans	59,8	11,6	1 274,6	12,0
Femmes de 50 ans et plus	16,4	19,3	337,5	18,5
Inscrits depuis plus d'un an	55,9	31,5	1 271,3	28,0
Inscrits depuis moins d'un an	120,2	14,3	2 577,9	13,9
Ensemble des catégories A, B, C	176,1	19,3	3 849,2	18,2

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en Bretagne depuis 2002

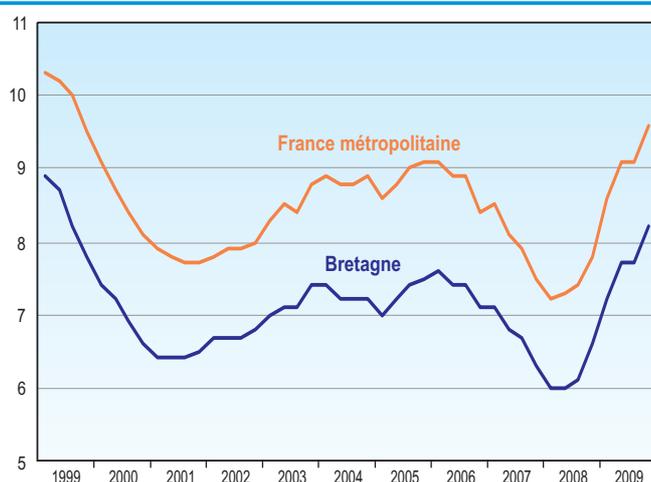
(catégories A, B et C, données CVS)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

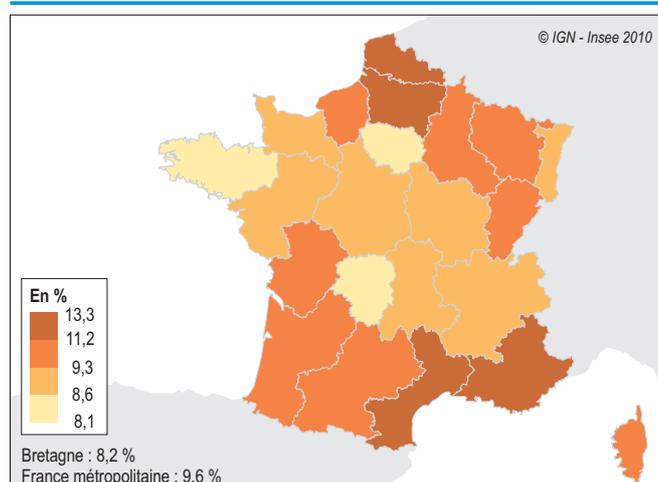
Le chômage atteint le niveau de 1999, en Bretagne comme en France

Taux de chômage trimestriels depuis 1999 (en %, CVS)



Source : Insee

Taux de chômage régionaux au 4^e trimestre 2009 (en %, CVS)



Source : Insee

dispositifs de solidarité a été modifié en juin 2009. Le revenu de Solidarité active (rSa) a été instauré pour se substituer notamment au revenu minimum d'insertion et à l'allocation de parent isolé. Fin décembre 2009, ce revenu de solidarité est versé à 57 900 foyers en Bretagne. Parmi eux, 36 500 percevaient un de ces deux minima sociaux et n'ont généralement pas d'autres revenus d'activité. Les autres bénéficiaires du rSa sont donc de nouveaux entrants et sont de plus en plus nombreux au fil des mois.

En Bretagne, les bénéficiaires du rSa ont plus souvent des revenus d'activité que la moyenne nationale (41 %, contre 37 %). Pour eux, le rSa intervient comme un complément pour réhausser le niveau des ressources du foyer. En 2009, les bénéficiaires sont très largement des personnes seules ou des familles monoparentales.

La Caisse nationale des allocations familiales estime que le nombre de bénéficiaires devrait progresser sensiblement dans les pro-

chains mois. En France, plus d'un million de foyers susceptibles de bénéficier du rSa comme complément à un revenu d'activité ne seraient pas encore présents dans le dispositif qui profite déjà à 1,7 million de foyers fin décembre 2009. Il s'agirait surtout de couples ayant un revenu d'activité leur permettant de percevoir un complément au titre du rSa inférieur à 50 € par mois.

Contexte national et perspectives 2010

Une reprise fragile qui ne permet pas de redynamiser l'emploi

Une profonde récession dans toutes les économies avancées a marqué l'année 2009. En France, la baisse de l'activité atteint 2,2 % en moyenne malgré le rebond de fin d'année. S'il s'agit de la plus forte baisse du Produit Intérieur Brut (PIB) depuis l'après-guerre, elle reste moins intense que pour l'ensemble des économies avancées (-3,5 %).

Une accélération de l'activité au dernier trimestre 2009 (+0,6 %) a suivi la sortie de récession amorcée l'été. L'ampleur de la reconstitution des stocks à l'origine de cette embellie invite toutefois à la relativiser : la demande intérieure manque de ressort.

En milieu d'année 2010, la reprise de cette demande intérieure resterait hésitante et la croissance du PIB serait modérée : 0,2 % au premier trimestre et 0,3 % au deuxième. Ce scénario classerait la France dans la moyenne de la zone euro.

La consommation des ménages, principal moteur de la croissance, fléchirait durant le premier semestre 2010 en raison de la faiblesse des gains de pouvoir d'achat et du contrecoup de la prime à la casse. Les ménages ont en effet avancé fin 2009 leurs achats d'automobiles pour profiter pleinement de la prime à la casse et du bonus-malus avant que ces dispositifs deviennent moins généreux.

Du côté des entreprises, le climat des affaires reste terne en mars 2010 : son amélioration s'est ralentie depuis l'automne dernier et il se situe toujours en dessous de sa moyenne de longue période. Au premier semestre 2010, la production manufacturière serait affaiblie par le contrecoup de la prime à la casse qui avait dopé la

production automobile fin 2009. L'activité des services serait moins soutenue qu'en fin d'année 2009 et le commerce stagnerait. Dans le secteur de la construction, l'activité se contracterait à nouveau au 1^{er} trimestre 2010 puis elle rebondirait légèrement au 2^e.

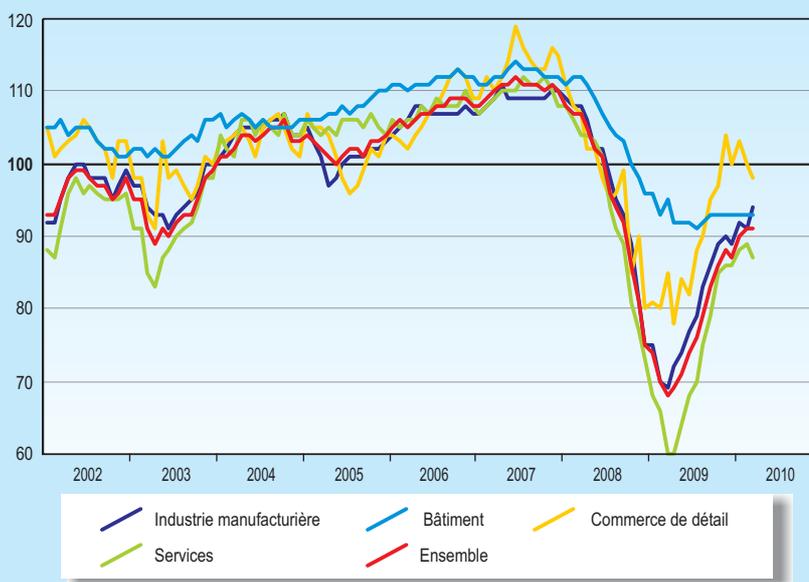
Dans le sillage d'un commerce mondial ralenti, les exportations françaises croîtraient modérément.

En matière d'investissements, les chefs d'entreprises se montreraient hésitants à mettre en œuvre de nouveaux projets. En effet, malgré l'amélioration des conditions de financement, les perspectives de demande sont encore modestes et les capacités productives sous-utilisées.

Sur le marché de l'emploi, l'ajustement à la baisse des effectifs par les entreprises s'ef-

fectue avec retard, comme à l'accoutumée. Alors que la reprise de l'activité était déjà à l'œuvre au second semestre 2009, l'emploi a continué de se replier à un rythme néanmoins atténué. Cet ajustement n'est donc pas achevé, notamment dans l'industrie et la construction. Il devrait toutefois se modérer progressivement jusqu'à mi-2010 sous l'effet, même modeste, de la reprise d'activité. L'emploi marchand non agricole reculerait ainsi de 80 000 postes au premier semestre 2010, après 100 000 au second semestre 2009, et près de 260 000 au premier. Mi-2010, l'emploi privé reviendrait ainsi à son niveau de début 2001. Dans ce contexte, la montée du chômage à 9,6 % de la population active fin 2009 devrait se modérer progressivement pour atteindre 9,8 % au 2^e trimestre 2010.

Indicateurs du climat des affaires en France (normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Source : Insee, enquêtes de conjoncture

Définitions

Loi Scellier

La loi Scellier a été mise en place le 1^{er} janvier 2009. Elle a remplacé progressivement les régimes Robien et Borloo qui ont disparu fin 2009. Cette nouvelle disposition fiscale est destinée à soutenir l'investissement locatif privé. Elle se différencie de la loi Robien dans le sens où l'avantage fiscal est une réduction d'impôt et non pas une diminution du revenu imposable. Ce nouveau dispositif fiscal consiste en une réduction d'impôt fixé à 25 % du prix de revient du logement.

Le régime de l'auto-entrepreneur

Le régime de l'auto-entrepreneur a été créé par la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) d'août 2008. Il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. Le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Le revenu de Solidarité active

Le revenu de Solidarité active (rSa) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine. Il remplace le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), l'Allocation de Parent Isolé (API) et certaines aides forfaitaires temporaires comme la prime de retour à l'emploi. Il est aussi versé à des personnes qui travaillent déjà et dont les revenus sont limités. Le rSa est versé par les caisses d'allocations familiales ou les caisses de mutualité sociale agricole.

Demands d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories pour l'analyse statistique. **Les catégories A, B et C regroupent les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi**, qu'ils soient sans emploi ou exerçant une activité réduite courte ou longue (i.e. de plus ou moins 78 heures par mois). Les catégories D et E regroupent les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (sans ou avec emploi).

- **Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **Catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **Catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Pour en savoir plus

- [Une demande sans tonus en Europe](#) / Insee. - Dans : *Note de conjoncture*; (2010, mars). - 127 p. - Accessible en ligne.
- [Fin 2009, le PIB accélère](#) (+ 0,6 % après + 0,2 %) / Insee. - Dans : *Informations rapides*, série principaux indicateurs, thème : Comptes de la Nation; n° 85 (2010, mars). - 2 p. - Système en ligne.
- [Bilan économique et social 2008 de la Bretagne](#) / Valérie Marquette, Isabelle Roiseau... [et al.]; Insee Bretagne. - Dans : *Octant*; n° 116 (2009, juil.). - P. 4-45. - Accessible en ligne.
- [Nouvelle hausse du taux de chômage au quatrième trimestre 2009](#) / Insee. - Dans : *Informations rapides*, série principaux indicateurs, thème : Emploi et marché du travail ; n° 65 (2010, mars). - 2 p. - Système en ligne.
- [Créations d'emplois salariés dans le secteur concurrentiel : résultats révisés du 4^e trimestre 2009](#) / Insee. - Dans : *Informations rapides*, série principaux indicateurs, thème : Emploi et marché du travail; n° 68 (2010, mars). - 2 p. - Système en ligne.
- [La création d'entreprises en 2009 dopée par les auto-entrepreneurs](#) / Claire Hagège, Clotilde Masson. - Dans : *Insee première*; n° 1277 (2010, janv.). - 4 p. - Accessible en ligne.
- [La construction neuve en Bretagne : résultats de l'année 2009](#) / Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne. - Dans : *Le logement en chiffres*, 2009. - 4 p. - Accessible en ligne.
- [La commercialisation des logements neufs en 2009](#) / Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne. - Dans : *Le logement en chiffres*, 2009. - 2 p. - Accessible en ligne.
- [Transports routiers de marchandises au 4^e trimestre 2009](#) / Commissariat général au développement durable. - Dans : *Chiffres et statistiques*; n° 106 (2010, mars). - 5 p. - Accessible en ligne.
- [Le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active au 31 décembre 2009](#) / CNAF. - Dans : *L'essentiel*; n° 96 (2010, mars). - 4 p. - Système en ligne.
- [Bilan agricole 2009 : baisse des prix à la production](#) / Linda Deschamps; Service régional de l'information statistique et économique. - Dans : *Agreste Bretagne*; n° 1 (2010, avr.). - 4 p. - Accessible en ligne.

Sites à consulter

- [Insee Bretagne](#)
- [Insee](#)
- [Direction du Travail en Bretagne](#)
- [Ministère du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique](#)

Directeur de la Publication :
Bernard Le Calvez

Rédactrice en chef :
Sylvie Lesaint

Composition :
Dominique Bertier
Brigitte Cariou

Auteurs :
Laurent Di Carlo
Valérie Mariette
Isabelle Roiseau

INSEE Bretagne
36, place du Colombier
CS 94439
35044 RENNES Cedex

Pour tout renseignement statistique :
09 72 72 40 00 (tarification appel local)

ISSN 2105-1151 - © Insee 2010 Dépôt légal : 2^e trimestre 2010

Synthèses départementales



Emploi

Évolution annuelle de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands*

	Évolution (en %)		
	2009	2008	Bretagne 2009
Ensemble	- 0,8	- 1,5	- 2,4
Industrie	- 2,7	- 1,7	- 3,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,4	- 0,8	- 0,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution + cokéfaction et raffinage	- 5,9	0,4	- 0,6
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	- 7,4	- 4,1	- 6,6
Fabrication de matériels de transport	- 7,0	0,6	- 8,8
Fabrication d'autres produits industriels	- 6,5	- 3,4	- 5,6
Construction	- 4,3	- 1,4	- 4,1
Commerce	0,1	- 0,7	- 1,4
Services	0,8	- 1,7	- 1,7
Transports et entreposage	- 1,0	0,5	- 2,1
Hébergement et restauration	- 3,2	- 3,9	- 0,1
Information et communication	- 2,8	10,2	- 2,7
Activités financières et d'assurance	- 0,1	- 2,7	2,0
Activités immobilières	- 9,1	- 16,9	- 5,1
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien	5,1	- 4,6	- 4,5
dont intérim	0,5	- 11,1	- 13,9
Autres services aux personnes	0,7	0,3	1,7
Services hors intérim	0,9	- 0,5	- 0,5

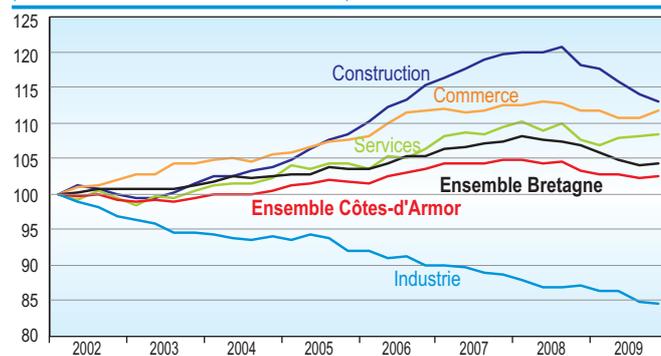
Source : Insee, estimations d'emploi ; données provisoires au 31/12/2009, CVS
* hors agriculture, administration, santé et action sociale

Les Côtes-d'Armor sont le département breton qui a le plus résisté en 2009. L'emploi salarié privé a reculé de moins de 1 %, soit 1 000 emplois en moins. Les effets de la crise avaient été plus durement ressentis qu'ailleurs en 2008, mais grâce à la forte résistance de 2009, c'est aussi le département qui a perdu le moins d'emplois depuis le début de la crise au printemps 2008.

L'industrie a moins baissé que dans les autres départements bretons, notamment grâce à l'agroalimentaire. C'est aussi le seul département de la région à avoir stabilisé l'emploi dans le commerce et surtout connu une hausse dans les services. L'intérim s'est stabilisé en 2009, après la forte chute de 2008.

L'emploi progresse dans les services

(indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Construction

Plus forte baisse de Bretagne pour les mises en chantier de locaux professionnels

		2009	2008	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	3 082	4 010	- 23,1	- 23,4
	Collectifs	760	951	- 20,1	- 18,5
	Logements en résidence	25	193	- 87,0	- 15,8
	Ensemble	3 867	5 154	- 25,0	- 21,5
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	110,1	191,1	- 42,4	- 38,5
	Bâtiments industriels et artisanat	63,4	74,4	- 14,8	- 35,3
	Entrepôts	32,6	32,9	- 0,8	- 6,4
	Bâtiments commerciaux	50,8	85,6	- 40,7	- 22,2
	Bureaux	20,0	31,2	- 35,9	- 16,3
	Service public* et hébergement hôtelier	49,3	97,4	- 49,4	- 6,0
	Ensemble	326,2	512,6	- 36,4	- 23,9

Source : SOeS, Sitadel2

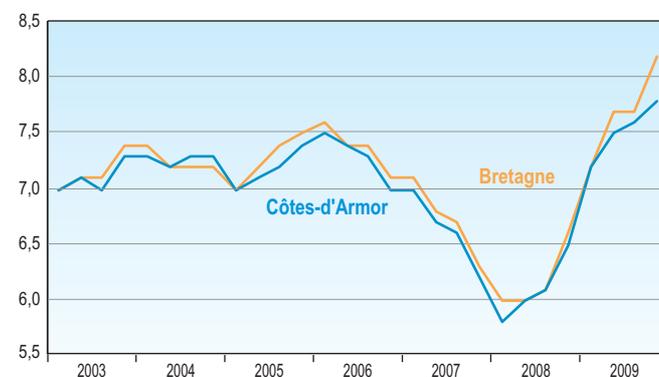
* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Marché du travail

Au 4^e trimestre 2009, le chômage touche 7,8 % de la population active des Côtes-d'Armor, soit 1,3 point de plus en un an. Les Côtes-d'Armor restent le moins touché après l'Ille-et-Vilaine. Comme dans les autres départements bretons, la forte hausse du chômage le ramène au niveau de 1999.

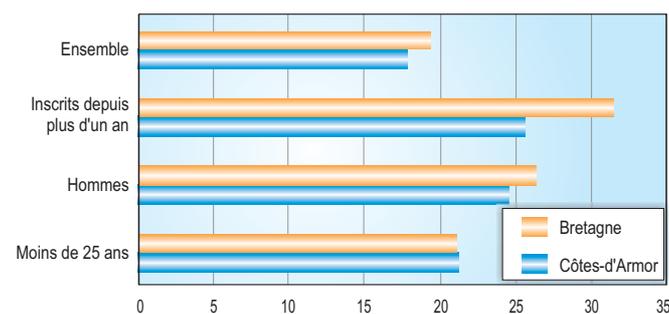
Dans ce contexte, les demandeurs d'emploi sont nettement plus nombreux. Fin décembre 2009, plus de 31 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi dans les catégories A, B et C* (en données CVS). Leur nombre augmente de 17,9 % en un an, légèrement moins qu'au plan régional (+ 19,3 %). En 2009, le chômage de longue durée augmente tout particulièrement. La hausse de 25,6 % est moins marquée qu'au plan régional, mais la proportion de chômeurs inscrits depuis plus d'un an (33,3 %) reste la plus forte.

Le taux de chômage dans les Côtes-d'Armor atteint 7,8 %
(en %, CVS)



Source : Insee

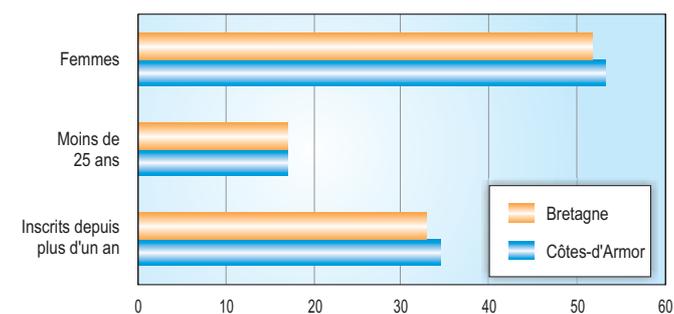
Évolution en 2009 du nombre de demandeurs d'emploi
(catégories A, B et C*, en %)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

* voir définitions p. 11

Proportion de demandeurs d'emploi en décembre 2009
(catégories A, B et C*, en %)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Tourisme

L'activité hôtelière des Côtes-d'Armor progresse de 2 % en 2009, après un net repli de 7 % en 2008. Les hôtels des Côtes-d'Armor sont, avec ceux du Morbihan, les seuls à tirer leur épingle du jeu en 2009 (- 1 % en Bretagne).

La fréquentation est pourtant largement pénalisée par la plus forte chute de clientèle étrangère (- 23 %, contre - 11 % en Bretagne). Le net regain de clientèle française (+ 9 %) sauve ainsi l'activité des hôtels costarmoricains en 2009, durant la saison comme en dehors.

L'hôtellerie de tourisme en 2009

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	63,9	38,3	50,6
Évolution 2008-2009 (points)	1,5	1,2	1,4
Nuitées totales (milliers)	624	335	959
Évolution 2008-2009 (%)	1,9	2,9	2,3
Nuitées étrangères (milliers)	123	31	154
Évolution 2008-2009 (%)	- 18,9	- 35,8	- 23,0
Part de clientèle professionnelle (%)	26	57	37
Évolution 2008-2009 (points)	- 1	- 1	- 1

Source : Insee - DGCS - Réseau Mergoat, module hôtellerie



Emploi

Évolution annuelle de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands*

	Évolution (en %)		
	2009	2008	Bretagne 2009
Ensemble	-2,4	0,0	-2,4
Industrie	-2,8	-1,5	-3,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	-1,8	-2,5	-0,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution + cokéfaction et raffinage	-0,6	3,2	-0,6
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-4,9	-1,7	-6,6
Fabrication de matériels de transport	-0,6	2,3	-8,8
Fabrication d'autres produits industriels	-3,9	-2,0	-5,6
Construction	-4,4	0,2	-4,1
Commerce	-1,4	1,1	-1,4
Services	-2,3	0,2	-1,7
Transports et entreposage	-2,0	2,9	-2,1
Hébergement et restauration	2,1	-1,4	-0,1
Information et communication	-2,6	12,7	-2,7
Activités financières et d'assurance	4,3	0,0	2,0
Activités immobilières	-6,4	-14,3	-5,1
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien	-9,8	-1,9	-4,5
dont intérim	-25,5	-10,0	-13,9
Autres services aux personnes	3,3	2,0	1,7
Services hors intérim	0,0	1,4	-0,5

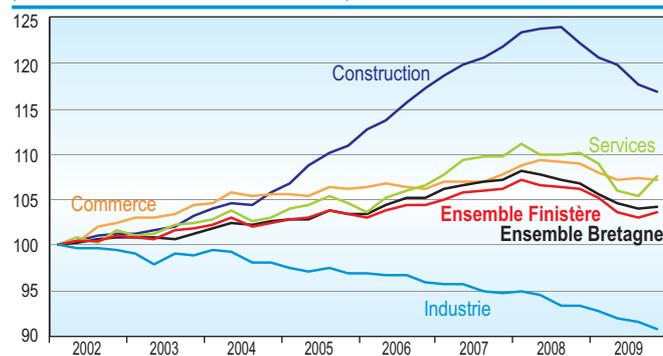
Source : Insee, estimations d'emploi ; données provisoires au 31/12/2009, CVS
* hors agriculture, administration, santé et action sociale

Le Finistère a perdu 4 700 emplois salariés privés en 2009, soit 2,4 % de ses effectifs comme en Bretagne. Cette baisse fait suite à une année 2008 où l'emploi était resté stable.

En 2009, l'industrie a un peu mieux résisté que la moyenne régionale, sauf dans l'agroalimentaire. Ce secteur qui représente 40 % des emplois industriels perd près de 2 % de ses salariés en 2009. La fabrication de matériel de transport, centrée surtout sur la construction navale, a résisté.

Les services payent un lourd tribut, avec notamment un effondrement de l'intérim qui perd 26 % de ses effectifs en un an, après une année 2008 déjà très dure. Les emplois créés dans les hôtels-restaurants, les banques-assurances et les services aux personnes compensent en partie cette chute.

Rebond de l'emploi dans les services en fin d'année (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Construction

Fort recul des mises en chantier de logements, surtout dans le collectif

		2009	2008	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	4 098	5 289	-22,5	-23,4
	Collectifs	1 485	2 315	-35,9	-18,5
	Logements en résidence	206	221	-6,8	-15,8
	Ensemble	5 789	7 825	-26,0	-21,5
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	192,7	227,5	-15,3	-38,5
	Bâtiments industriels et artisanat	109,0	108,2	0,7	-35,3
	Entrepôts	41,8	69,4	-39,8	-6,4
	Bâtiments commerciaux	60,1	110,6	-45,7	-22,2
	Bureaux	62,6	47,4	32,0	-16,3
	Service public* et hébergement hôtelier	111,6	137,2	-18,6	-6,0
	Ensemble	577,8	700,2	-17,5	-23,9

Source : SOeS, Sitaldel2

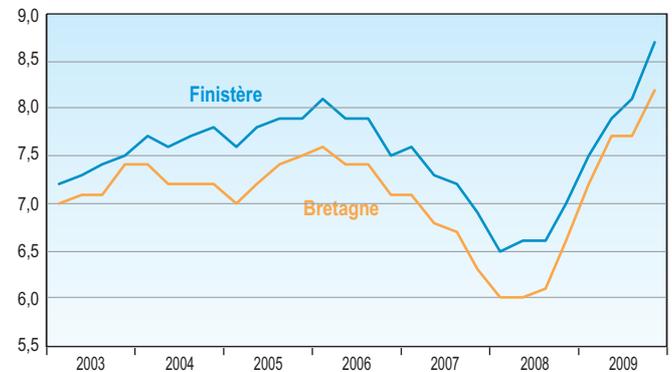
* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Marché du travail

Àu 4^e trimestre 2009, le chômage touche 8,7 % de la population active du Finistère, soit 1,7 point de plus en un an. Le Finistère reste le plus touché avec le Morbihan. Comme dans les autres départements bretons, la forte hausse du chômage le ramène au niveau de 1999.

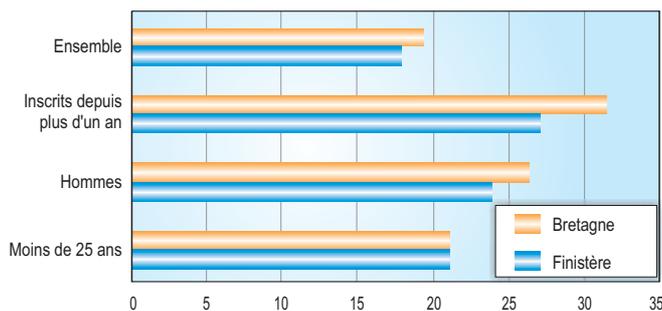
Dans ce contexte, les demandeurs d'emploi sont nettement plus nombreux. Fin décembre 2009, plus de 50 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi dans les catégories A, B et C* (en données CVS). Leur nombre augmente de 17,8 % en un an, légèrement moins qu'au plan régional (+ 19,3 %). En 2009, le chômage de longue durée augmente tout particulièrement. La hausse de 27,1 % est moins marquée qu'en Bretagne, mais la proportion de chômeurs inscrits depuis plus d'un an (32,3 %) reste légèrement plus forte.

Le taux de chômage dans le Finistère toujours au-dessus de la moyenne régionale (en %, CVS)



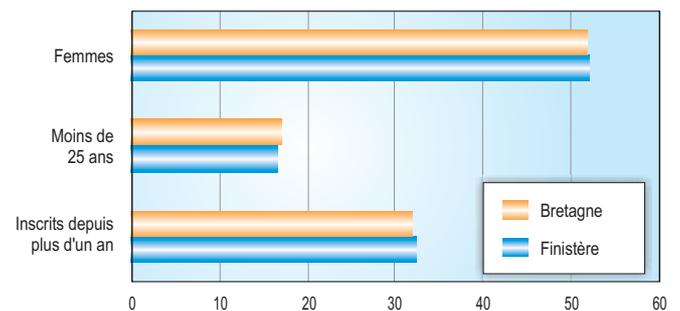
Source : Insee

Évolution en 2009 du nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C*, en %)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Proportion de demandeurs d'emploi en décembre 2009 (catégories A, B et C*, en %)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

* voir définitions p. 11

Tourisme

L'activité des hôtels du Finistère se replie de 1 % en 2009, comme au niveau régional. Ce repli est moins prononcé qu'en 2008 (- 5 % de nuitées).

Le Finistère est pourtant le département le moins pénalisé par la chute de clientèle étrangère (- 5 %, contre - 11 % en Bretagne). La stabilité de la clientèle française ne compense pas cette moindre chute, contrairement aux Côtes-d'Armor et au Morbihan.

L'hôtellerie de tourisme en 2009

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	58,8	43,1	50,5
Évolution 2008-2009 (points)	- 1,3	- 1,7	- 1,6
Nuitées totales (milliers)	957	650	1 606
Évolution 2008-2009 (%)	- 1,2	- 0,6	- 1,0
Nuitées étrangères (milliers)	187	55	242
Évolution 2008-2009 (%)	- 3,8	- 8,5	- 4,9
Part de clientèle professionnelle (%)	33	65	46
Évolution 2008-2009 (points)	- 1	4	1

Source : Insee - DGCIS - Réseau Mergoat, module hôtellerie



Emploi

Évolution annuelle de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands*

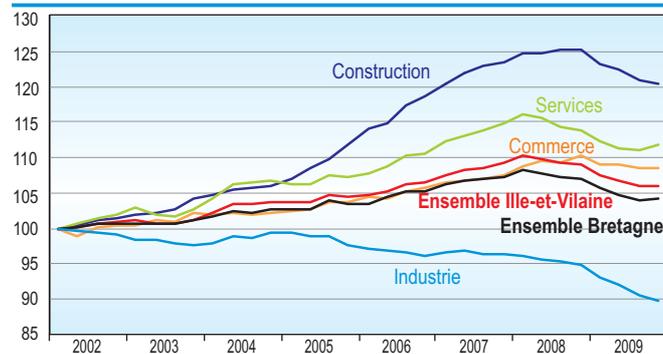
	Évolution (en %)		
	2009	2008	Bretagne 2009
Ensemble	-2,8	-0,2	-2,4
Industrie	-5,2	-1,8	-3,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,6	1,1	-0,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution + cokéfaction et raffinage	1,5	-1,7	-0,6
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-6,5	-0,1	-6,6
Fabrication de matériels de transport	-14,4	-7,0	-8,8
Fabrication d'autres produits industriels	-6,3	-2,1	-5,6
Construction	-3,9	1,3	-4,1
Commerce	-1,7	2,8	-1,4
Services	-1,9	-0,8	-1,7
Transports et entreposage	-1,8	0,6	-2,1
Hébergement et restauration	-0,5	2,3	-0,1
Information et communication	-2,9	3,3	-2,7
Activités financières et d'assurance	0,5	-1,9	2,0
Activités immobilières	-3,0	-13,7	-5,1
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien	-4,0	-4,5	-4,5
dont intérim	-10,5	-16,9	-13,9
Autres services aux personnes	0,9	3,8	1,7
Services hors intérim	-1,2	1,0	-0,5

Source : Insee, estimations d'emploi ; données provisoires au 31/12/2009, CVS
* hors agriculture, administration, santé et action sociale

L'Ile-et-Vilaine est, avec le Morbihan, le département breton qui a payé le plus lourd tribut à la crise. En 2009, 7 600 emplois salariés privés ont disparu, soit 2,8 % de ses effectifs. Depuis le début de la crise au printemps 2008, ce sont ainsi 10 500 emplois qui ont été perdus.

Les difficultés de la filière automobile ont pesé sur l'ensemble des secteurs industriels. La fabrication de matériel de transport, dominée par l'usine PSA Peugeot/Citroën de la Janais, a perdu 14 % de ses salariés en 2009. De nombreux sous-traitants ont aussi dû réduire leurs effectifs dans l'électronique, le caoutchouc... Dans cet ensemble déprimé, l'agroalimentaire résiste en créant même des emplois, comme le secteur de l'énergie, de l'eau et de la gestion des déchets.

L'industrie chute (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Construction

Les mises en chantier de logements baissent moins qu'au niveau régional

		2009	2008	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	3 438	4 217	-18,5	-23,4
	Collectifs	3 893	4 203	-7,4	-18,5
	Logements en résidence	284	443	-35,9	-15,8
	Ensemble	7 615	8 863	-14,1	-21,5
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	76,5	185,8	-58,8	-38,5
	Bâtiments industriels et artisanat	78,0	156,7	-50,2	-35,3
	Entrepôts	97,1	93,2	4,1	-6,4
	Bâtiments commerciaux	85,2	94,7	-10,0	-22,2
	Bureaux	110,3	168,7	-34,6	-16,3
	Service public* et hébergement hôtelier	198,5	161,7	22,7	-6,0
	Ensemble	645,6	860,8	-25,0	-23,9

Source : SOeS, Sitadel2

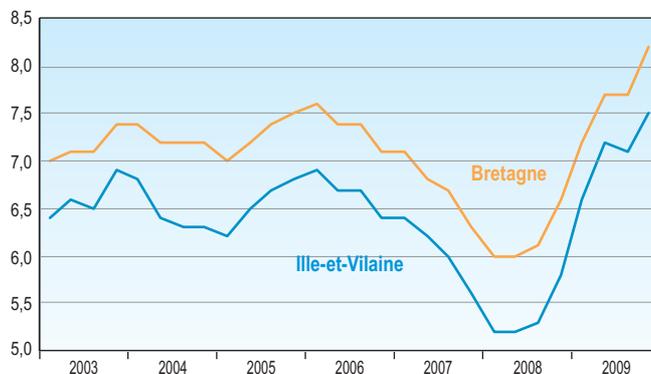
* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Marché du travail

Au 4^e trimestre 2009, le chômage touche 7,5 % de la population active d'Ille-et-Vilaine, soit 1,7 point de plus en un an. L'Ille-et-Vilaine demeure le département le moins touché par le chômage. Comme dans les autres départements bretons, sa forte hausse le ramène cependant au niveau de 1999.

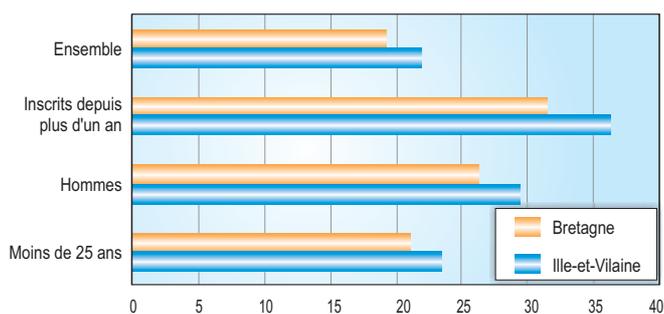
Dans ce contexte, les demandeurs d'emploi sont nettement plus nombreux. Fin décembre 2009, plus de 53 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi dans les catégories A, B et C* (en données CVS). Leur nombre augmente de 21,9 % en un an, contre 19,3 % en Bretagne. En 2009, le chômage de longue durée augmente tout particulièrement : 36,4 %. Cette hausse est nettement plus prononcée qu'au niveau régional, mais la proportion de chômeurs inscrits depuis plus d'un an (30,2 %) reste la plus faible.

Le taux de chômage en Ille-et-Vilaine reste inférieur à la moyenne régionale (en %, CVS)



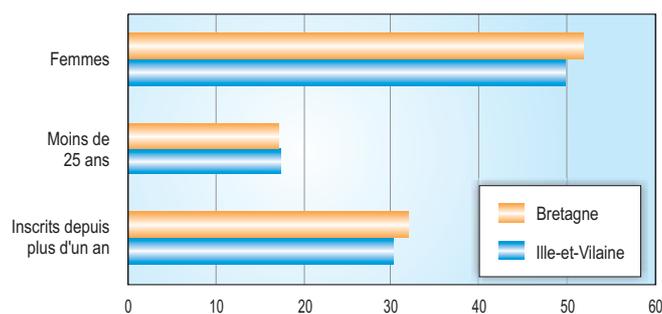
Source : Insee

Évolution en 2009 du nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C*, en %)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Proportion de demandeurs d'emploi en décembre 2009 (catégories A, B et C*, en %)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

* voir définitions p. 11

Tourisme

Épargnés en 2008, les hôtels d'Ille-et-Vilaine subissent la plus forte baisse d'activité durant l'année 2009 : les nuitées chutent de 4 %, contre - 1 % au niveau régional.

La clientèle étrangère baisse dans des proportions similaires à la région. Les hôtels d'Ille-et-Vilaine sont en revanche les seuls à subir un recul de clientèle française (- 4 %). La perte de vitesse de la clientèle professionnelle les a notamment pénalisés, surtout pendant la saison touristique.

L'hôtellerie de tourisme en 2009

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	65,3	50,2	56,8
Évolution 2008-2009 (points)	- 2,5	- 1,9	- 2,2
Nuitées totales (milliers)	1 331	1 141	2 472
Évolution 2008-2009 (%)	- 4,5	- 2,9	- 3,8
Nuitées étrangères (milliers)	346	122	469
Évolution 2008-2009 (%)	- 6,9	- 17,7	- 10,0
Part de clientèle professionnelle (%)	32	52	41
Évolution 2008-2009 (points)	- 4	- 2	- 3

Source : Insee - DGCIS - Réseau Mergoat, module hôtellerie



Emploi

Évolution annuelle de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands*

	Évolution (en %)		
	2009	2008	Bretagne 2009
Ensemble	-2,8	-0,2	-2,4
Industrie	-3,6	-1,7	-3,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	-1,9	-3,0	-0,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution + cokéfaction et raffinage	0,8	4,4	-0,6
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-11,8	-3,2	-6,6
Fabrication de matériels de transport	-1,5	2,3	-8,8
Fabrication d'autres produits industriels	-5,7	-1,7	-5,6
Construction	-3,8	1,2	-4,1
Commerce	-2,2	1,1	-1,4
Services	-2,2	-0,3	-1,7
Transports et entreposage	-3,4	1,2	-2,1
Hébergement et restauration	-0,2	0,1	-0,1
Information et communication	-1,5	4,4	-2,7
Activités financières et d'assurance	2,8	0,5	2,0
Activités immobilières	-4,2	-14,0	-5,1
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien	-6,2	-3,8	-4,5
dont intérim	-17,5	-17,9	-13,9
Autres services aux personnes	1,5	4,5	1,7
Services hors intérim	-0,7	1,8	-0,5

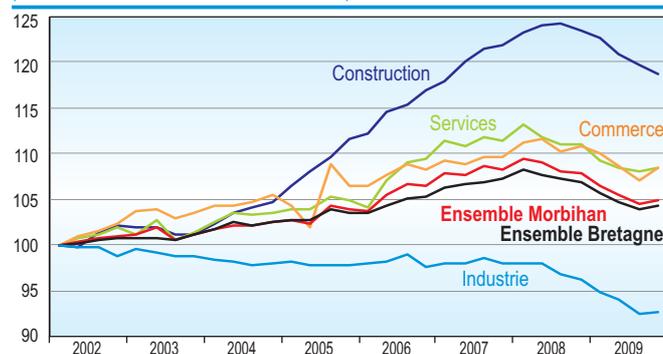
Source : Insee, estimations d'emploi ; données provisoires au 31/12/2009, CVS
* hors agriculture, administration, santé et action sociale

Le Morbihan est, avec l'Ille-et-Vilaine, le département breton qui a payé le plus lourd tribut à la crise. En 2009, 4 500 emplois salariés privés ont disparu, soit 2,8 % de ses effectifs. Depuis le début de la crise au printemps 2008, ce sont ainsi 6 600 emplois qui ont été perdus.

Pour la deuxième année consécutive, l'agroalimentaire perd plus d'emplois que dans les autres départements : 400 en 2009, après les 600 de 2008, sur un total de 19 000 salariés en fin d'année. Par ailleurs, les sous-traitants de la filière automobile et de la construction navale ont pâti de la baisse des commandes des donneurs d'ordre (PSA Peugeot/Citroën, DCNS). Dans les services, l'intérim s'est de nouveau effondré et les transports ont perdu 400 emplois salariés.

Léger sursaut en fin d'année sauf dans la construction

(indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Construction

Net recul des mises en chantiers de logements individuels

		2009	2008	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	3 765	5 273	-28,6	-23,4
	Collectifs	1 756	2 219	-20,9	-18,5
	Logements en résidence	446	284	57,0	-15,8
	Ensemble	5 967	7 776	-23,3	-21,5
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	93,5	164,1	-43,1	-38,5
	Bâtiments industriels et artisanat	73,8	161,9	-54,4	-35,3
	Entrepôts	57,4	49,0	17,1	-6,4
	Bâtiments commerciaux	81,0	65,4	23,9	-22,2
	Bureaux	43,8	35,4	23,5	-16,3
	Service public* et hébergement hôtelier	163,0	159,6	2,1	-6,0
	Ensemble	512,5	635,5	-19,4	-23,9

Source : SOeS, Sitadel2

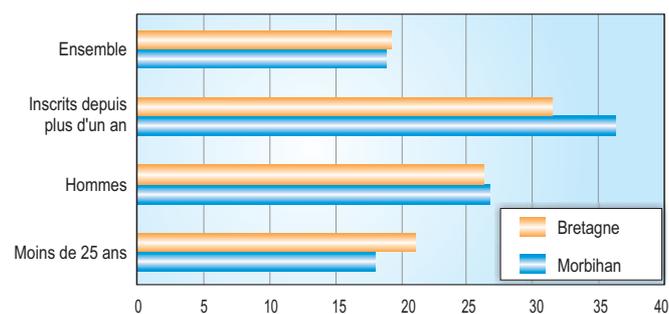
* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Marché du travail

Au 4^e trimestre 2009, le chômage touche 8,7 % de la population active du Morbihan, soit 1,6 point de plus en un an. Le Morbihan reste le plus touché avec le Finistère. Comme dans les autres départements bretons, la forte hausse du chômage le ramène au niveau de 1999.

Dans ce contexte, les demandeurs d'emploi sont nettement plus nombreux. Fin décembre 2009, plus de 41 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi dans les catégories A, B et C* (en données CVS). Leur nombre augmente de 18,9 % en un an, soit légèrement moins qu'au plan régional (+ 19,3 %). En 2009, le chômage de longue durée augmente tout particulièrement. La hausse de 36,3 %, similaire à l'Ille-et-Vilaine, est nettement plus prononcée que dans les Côtes-d'Armor et le Finistère. La proportion de chômeurs inscrits depuis plus d'un an (32 %) rejoint ainsi le niveau régional.

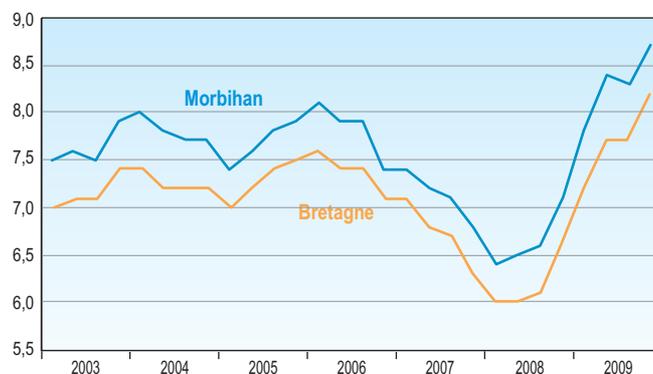
Évolution en 2009 du nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C*, en %)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

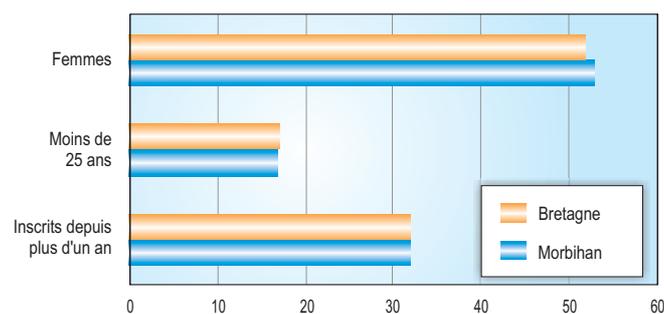
* voir définitions p. 11

Le taux de chômage dans le Morbihan toujours au-dessus de la moyenne régionale (en %, CVS)



Source : Insee

Proportion de demandeurs d'emploi en décembre 2009 (catégories A, B et C*, en %)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Tourisme

L'activité hôtelière du Morbihan progresse de 1 % en 2009, après un repli de 4 % en 2008. Ce regain concerne uniquement la saison touristique. Les hôtels du Morbihan sont, avec ceux des Côtes-d'Armor, les seuls à tirer leur épingle du jeu en 2009 (- 1 % en Bretagne).

Les hôtels morbihannais bénéficient surtout d'une clientèle française plus nombreuse durant la saison touristique (+ 5 %). Ils sont également moins pénalisés par la chute de clientèle étrangère qu'en Bretagne (- 8 %, contre - 11 %).

L'hôtellerie de tourisme en 2009

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	60,8	40,5	50,3
Évolution 2008-2009 (points)	- 0,1	- 1,2	- 0,5
Nuitées totales (milliers)	991	625	1 616
Évolution 2008-2009 (%)	2,7	- 0,7	1,4
Nuitées étrangères (milliers)	141	39	179
Évolution 2008-2009 (%)	- 7,5	- 11,8	- 8,4
Part de clientèle professionnelle (%)	25	46	33
Évolution 2008-2009 (points)	- 3	- 3	- 3

Source : Insee - DGCS - Réseau Mergoat, module hôtellerie